

LES POLONAIS DANS LA RÉSISTANCE COMMUNISTE EN FRANCE

Paweł Sękowski

Université Paris Sorbonne – Paris IV

Uniwersytet Jagielloński w Krakowie

ABSTRACT

POLES IN THE COMMUNIST RESISTANCE MOVEMENT IN FRANCE

During the Second World War, the underground Polish organizations in France divided into those which acknowledged the authority of the Polish government-in-exile in London and those of pro-communist orientation. After the fall of France in 1940, the “language-speaking groups” of Polish communists in the *Main-d’Œuvre immigrée* became active, initially within the occupied France. A critical moment for the communist resistance in France was the German aggression on the Soviet Union in June 1941. In 1943, the French communists’ accession to the *Conseil National de la Résistance* coincided with the hitherto internationalist poetics being replaced with patriotic slogans also among the Polish communists. In April 1944, the Polish Committee of National Liberation in France was formed. In northern France most of the Polish immigrants identified themselves with the Polish government-in-exile in London. The communist influence was visible among the Polish workers in southern France, and it was the biggest in Paris and the whole pre-war Paris consular district.

Key words: Poles in France, immigrants, resistance movement, communists

Słowa kluczowe: Polacy we Francji, imigranci, ruch oporu, komuniści

Au cours des années des hostilités, les organisations clandestines polonaises en France étaient partagées entre celles reconnaissant l’autorité du gouvernement polonais exilé à Londres, dirigées par des agents de ce gouvernement et celles d’inspiration communiste ou communistes. Au moins depuis l’année 1943 – l’année où l’Union Soviétique a rompu les relations diplomatiques avec la Pologne, les communistes polonais en France ne reconnaissaient plus de pouvoir des autorités polonaises de Londres.

L’organisation principale de la Résistance fidèle au gouvernement polonais en exil était l’Organisation polonaise de Lutte pour l’Indépendance (*Polska Organizacja Walki*

o *Niepodległość*, POWN), « Monika », créée définitivement au Sud de la France en 1942, et dès le début de 1942 implantée au Nord. L'importance de la POWN résulta plutôt du chiffre important de ses rangs et du fait que l'organisation était officiellement reconnue par les autorités polonaises à Londres en tant que faisant partie de la Résistance des Polonais dans l'Europe occupée, que de son activité militaire. D'après un rapport du chef suprême de l'organisation au gouvernement polonais de Londres, au 1^{er} août 1944, le nombre de membres assermentés de la POWN aurait été de 8150 personnes en France, Belgique, Allemagne et aux Pays-Bas, groupées au sein d'environ 500 cellules, dites « postes ». À peu près 62% de l'ensemble des membres de la POWN résidaient au Nord de la France, concentrés dans les trois départements : le Pas-de-Calais, le Nord et la Somme¹. Au mois de juillet 1943, la direction de la POWN a mis sur pied l'organisation politique, regroupant des représentants des associations et partis politiques polonais reconnaissant le gouvernement polonais de Londres. Elle a été nommée le Comité central de Lutte (*Centralny Komitet Walki*, CKW) et était destinée à prendre la tête de la communauté polonaise en France dès que la France serait libérée².

En outre d'une résistance polonaise relevant des autorités polonaises de Londres, il y avait sur le territoire français dans les années des hostilités une résistance tout à fait distincte à caractère communiste et communiste. Le fait que les mouvements clandestins appartenant à cette catégorie ne reconnaissaient pas l'autorité du gouvernement polonais en exil (ou subordonnaient leur attitude envers ce gouvernement aux directives politiques du centre mondiale du mouvement communiste à Moscou, c'est-à-dire à l'attitude de l'Union Soviétique) causa que les deux orientations de la Résistance polonaise en France ne collaboraient pas et même combattaient sur le plan politique l'une contre l'autre.

Le Parti communiste français (PCF) était entré en clandestinité encore avant la campagne de France de 1940, ayant été interdit par le gouvernement français à partir du 26 septembre 1939 du fait du pacte germano-soviétique Ribbentrop-Molotov du 23 août de la même année. Le PCF a conçu les hostilités déclenchés le 3 septembre comme une « guerre impérialiste » où les deux parties belligérantes sont hostiles aux

¹ Bibliothèque Polonaise de Paris (BPP), BPP 1165, A. Kawałkowski, *Organizacja polskiego oporu (POWN)*, [s.d.], f. 97 ; Bibliothèque de Documentation Internationale Contemporaine à Nanterre (BDIC), O pièce 26364, A. Kawałkowski, *La Résistance polonaise en France en 1941–1944* [dans :] *La Pologne en lutte 1939–1945–1949*, [brochure], Comité d'entente de l'Association des Polonais libres, Paris 1949, p. 27. L'adjoint du chef suprême de la POWN, Czesław Bitner déclara en 1972 à l'historien Marian Zgórniak les chiffres suivants concernant les membres du mouvement : en mai 1943 – environ 6000, en juin 1944 – environ 8000, en août 1944 – environ 11 000. M. Zgórniak, *La Résistance polonaise en France sous l'occupation hitlérienne, 1940–1944* [dans :] *La Libération du Nord et du Pas-de-Calais, 1944–1947 : La communauté polonaise [du nord de la France] et la seconde guerre mondiale*, « Revue du Nord » 1975, juillet–septembre, vol. 57, n° 226, p. 465.

² BPP, BPP 1165, A. Kawałkowski, *Czem była Polska Organizacja Walki o Niepodległość: POWN we Francji*, Paris, juillet 1945, f. 39–40 ; BPP, BPP 1170, Rapport: A. Kawałkowski au ministre des Affaires étrangères de Pologne à Londres, [Paris], le 28 décembre 1944, f. 8 ; The Polish Institute and Sikorski Museum – The Archives à Londres (PISM), A.XI.E/598, Rapport sur la situation des Polonais en France, [Paris 1944].

intérêt de la classe ouvrière mondiale. Après l'armistice, les « groupes de langue » (sections) polonais de la Main-d'Œuvre immigrée (MOI – structure autonome composé des immigrés de toutes les nationalités étrangères au sein du PCF), ont été secrètement recréés à Paris. Contrairement à une résistance d'obédience « londonienne », les communistes polonais ont commencé leur action clandestine en zone occupée. C'était donc dès le début l'action parmi les travailleurs polonais, au sein d'une communauté polonaise établie en France depuis l'entre-deux-guerres, et non pas parmi les réfugiés polonais des années 1939–1940. Ce qui ne veut guère dire que les influences des communistes étaient plus importants parmi les travailleurs polonais du Nord et du Pas-de-Calais. Tout au contraire, c'était justement là où se trouvait le noyau d'une Résistance d'obédience « londonienne » mais la POWN n'allait s'implanter qu'au début de l'année 1943.

Des cellules de base, « trios » composaient un « quartier », plusieurs quartiers faisaient un « secteur », quelques secteurs constituaient une « région ». Des régions formaient une « zone ». Il y avait deux zones dans la structure de la MOI : septentrionale et méridionale. Chaque échelon de la hiérarchie fut dirigé par trois personnes – un « trio ». La composition de la direction centrale du « groupe de langue » polonais de la MOI subissait des changements. Parmi ses membres se trouvaient : Franciszek Sobiecki, Bolesław Maślankiewicz, Jan Rutkowski, Stefan Franciszczak, Rudolf Larysz, Stanisław Kuc et Roman Kornecki. Sobiecki est devenu le premier secrétaire du « trio » dirigeant de la section polonaise à Paris³. Le développement de l'activité clandestine des communistes polonais furent entravés par de grosses pertes humaines que le Parti communiste polonais (*Komunistyczna Partia Polski*) d'avant-guerre avait subies dans la période de la « Grande Terreur » stalinienne des années 1937–1938. En plus, une partie considérable des anciens des Brigades internationales (BI) d'Espagne a été interné par des autorités françaises encore avant la campagne de 1940⁴. Les problèmes de cadre parmi les communistes avaient encore deux sources : d'un côté ils n'avaient jamais été auparavant trop nombreux, de l'autre côté bien des communistes polonais ne voulaient pas s'engager dans l'action active pendant que l'Union Soviétique collaborait avec l'Allemagne nazie. Néanmoins, l'action a été déjà déclenchée avant l'été 1941, même si elle allait être évidemment accélérée après l'agression allemande à l'Union Soviétique⁵. À l'époque où la foi communiste s'égalait à la raison

³ M. Zgórnjak, op. cit., p. 469–470 ; K. Maj, *Polscy komuniści we Francji, 1919–1946*, Książka i Wiedza, Warszawa 1971, p. 102 ; E. Gogolewski, *La Pologne et les Polonais dans la tourmente de la Deuxième Guerre mondiale*, PU du Septentrion, Villeneuve d'Ascq, 1996, p. 135.

⁴ J. Zamojski, *La Participation des Polonais à la Résistance dans le Pas-de-Calais et le Nord, 1940–1944* [dans :] *La Libération du Nord et du Pas-de-Calais, 1944–1947 : La communauté polonaise [du nord de la France] et la seconde guerre mondiale*, Actes du colloque de Lille les 2 et 3 novembre 1974, « Revue du Nord » 1975, juillet–septembre vol. 57, n° 226, p. 441.

⁵ Jan Gruszyński écrit même que les communistes polonais n'ont commencé à collaborer avec leurs camarades français que dès 1941, la thèse étant vraie pour de nombreux membres de la Parti communiste polonais d'avant-guerre et des « groupes de langue » polonais de la MOI. J. Gruszyński, *Integracja emigracji polskiej ze społeczeństwem francuskim w latach 1919–1975* [dans :] *Stan i potrzeby badań nad zbiorowościami polonijnymi*, dir. H. Kubiak, A. Pilch, Ossolineum-PAN, Wrocław-Warszawa-Kraków-Gdańsk 1976, p. 572.

d'État de l'Union soviétique, il était évident que des dirigeants et militants de la MOI devaient être « associés au fonctionnement des services soviétiques »⁶.

Les auteurs de l'ouvrage classique concernant la Résistance communiste des immigrés en France, titré *Le Sang de l'étranger*, paru en 1989, partagent de façon stricte la section polonaise de la MOI, dont la direction parisienne aurait été composée « de jeunes ouvriers mineurs du Nord-Pas-de-Calais, politiquement inexpérimentés » de la section juive distincte⁷. L'explication est d'autant plus pertinente que les membres des sections (« groupes de langue ») respectives « ne se côtoient pas », chaque section restant fort indépendante l'une de l'autre⁸. En effet, les sources polonaises, y compris des témoignages des intéressés, montrent que les Juifs polonais participèrent activement à la section polonaise de la MOI, y compris ceux les plus éminents de la direction centrale de la MOI, comme Ludwik Gronowski, Édouard Kowalski, Joseph Epstein, Jacques Kaminski et Adam Rayski. Tous les quatre ne sont associés dans l'ouvrage susmentionné qu'à la sous-section, puis section juive de la MOI⁹.

Ludwik (Louis) Gronowski était ancien responsable de la sous-section juive de la MOI et, depuis 1938, se trouvait placé à la tête de toute la MOI¹⁰. Mais il était aussi volontaire pour l'Armée polonaise en France (bien qu'il ait été reformé pour des raisons médicales) et ensuite inspirateur de la reconstitution de la section polonaise de la MOI¹¹. Les auteurs de l'ouvrage cité, en apportant l'information sur l'aventure de Gronowski avec l'Armée polonaise en France, n'écrivirent rien de son engagement au sein de la section polonaise. En revanche, il y a une information que Gronowski s'est mis « en rapport avec les Polonais », dont l'un, Bolesław Maślankiewicz s'est ensuite chargé « de recréer une section polonaise »¹². Après la Libération, Gronowski allait retourner en Pologne pour y participer dans la construction du régime communiste. En bref, tout en demeurant militant de la Résistance juive, Ludwik Gronowski doit être compté parmi les membres de la Résistance polonaise en France¹³.

Du même, l'autre membre du « trio » central de la MOI, Jacques Kaminski, tout comme Édouard Kowalski, secrétaire général du Comité d'Action et de Défense des Immigrés et Adam Rayski, responsable national de la MOI depuis 1941. Rayski s'est même engagé dans l'Armée polonaise en 1940. Ils sont ensuite tous retournés en Pologne au lendemain de la Libération pour y construire la démocratie populaire¹⁴. Joseph Epstein (Józef Epsztein), commandant des formations communistes des Franc-Tireurs et Partisans – Main-d'Œuvre immigrée (FTP-MOI) de la région

⁶ S. Courtois, D. Peschanski, A. Rayski, *Le Sang de l'étranger. Les immigrés de la MOI dans la Résistance*, Fayard, Paris 1989, p. 186.

⁷ Ibidem, p. 48.

⁸ Ibidem, p. 90.

⁹ Ibidem, p. 78, 278.

¹⁰ Ibidem, p. 52.

¹¹ M. Zgórniak, op. cit., p. 470 ; E. Gogolewski, op. cit., p. 135.

¹² S. Courtois, D. Peschanski, A. Rayski, op. cit., p. 67, 102.

¹³ L. Gronowski, *Polacy we francuskim ruchu oporu*, Prasa Wojskowa, Warszawa 1950, 52 p. Ses mémoires personnelles concernant l'activité dans le mouvement communiste sont déposées dans les Archives des Actes nouveaux à Varsovie – K. Maj, op. cit., p. 101.

¹⁴ S. Courtois, D. Peschanski, A. Rayski, op. cit., p. 67, 414.

parisienne était aussi Polonais¹⁵. C'était vrai que leurs tâches majeures furent liées à la section juive de la MOI et à l'organisation de la Résistance juive en France (en outre de la direction centrale de la MOI), mais ils font aussi partie de l'histoire de la Résistance polonaise en France.

Parmi les membres polonais de la MOI, notamment dans la direction des unités chargées des missions à caractère militaire, se trouvèrent un nombre important d'anciens de la 13^e BI « Dąbrowski ». En effet, les Polonais avaient constitué plus de 14% de tous les volontaires pour les BI durant la guerre civile en Espagne, leur effectif comptant 5 000 hommes pendant deux ans de luttes, dont 3000 issus de l'immigration demeurant en France. Presque la moitié d'entre eux étaient Juifs¹⁶. Les anciens des BI dans les rangs de la MOI étaient déjà préparés aux actions de la Résistance active et bien instruits dans l'usage des armes. Ils participaient activement dans l'Organisation spéciale de Combat, une branche quasi-militaire créée en automne 1940, et au sein des Bataillons de la Jeunesse¹⁷. Les Polonais étaient au premier rang parmi les étrangers arrêtés en tant que « terroristes » entre juin 1941 et février 1942, dont la plupart dans les deux départements septentrionaux¹⁸.

Déjà au mois de mai 1941, les communistes ont déchaîné la grève générale d'environ 100 000 mineurs des Houillères du Nord et du Pas-de-Calais. Il dura jusqu'au mois suivant. La participation des Polonais y fut tellement retentissante qu'elle fait partie de presque tous les récits et textes concernant cet événement. Or, c'étaient les communistes polonais, Rudolf Larysz et Jan Rutkowski, qui se sont trouvés parmi les régisseurs principaux de la grève¹⁹.

Un moment décisif pour la Résistance communiste a été constitué par l'agression allemande à l'Union Soviétique, ce qui eut lieu au mois de juin 1941. Jusqu'à ce moment-là, la position des communistes en France avaient été délicats, encore plus celle des communistes polonais. Pour ne rien dire des communistes polonais juifs. Dès le traité Ribbentrop-Molotov du 23 août 1939, l'Allemagne nazie avait cessé d'être conçue par Moscou comme l'ennemi majeur de la classe ouvrière. Cependant, les Allemands allaient bientôt vaincre et ensuite occuper la Pologne, sauf le territoire annexé par d'autres voisins de Pologne, y compris l'Union Soviétique à l'Est (par ailleurs cette dernière annexion était acceptée par les communistes polonais

¹⁵ G. Laroche, *On les nommait des étrangers. Les immigrés dans la Résistance*, Éditeurs français réunis, Paris 1965, p. 93–94 ; M. Juchniewicz, *Polacy w europejskim ruchu oporu, 1939–1945*, Interpress, Warszawa 1972, p. 25.

¹⁶ W. Markiewicz, *Przeobrażenia świadomości narodowej reemigrantów polskich z Francji*, Wydawnictwo Poznańskie, Poznań, 1960, p. 121 ; L. Gronowski, op. cit., p. 11 ; J. Andrzejewski, *Z działalności komunistów polskich we Francji : przyczynek do dziejów PPR we Francji*, « Nowe Drogi » 1962, n° 2, p. 44 ; M. J. Chodakiewicz, *Zagrabiona pamięć : Wojna w Hiszpanii, 1936–1939*, Fronda, Warszawa 1997, p. 91–92. L'ancienne littérature française sur les BI a surestimé le pourcentage des Juifs dans l'effectif total des volontaires polonais, parfois on a même écrit que les Juifs avaient constitué « une large majorité » des engagés polonais : S. Courtois, D. Peschanski, A. Rayski, op. cit., p. 39.

¹⁷ Ibidem, p. 122 ; K. Maj, op. cit., p. 109 ; E. Gogolewski, op. cit., p. 135.

¹⁸ S. Courtois, D. Peschanski, A. Rayski, op. cit., p. 127.

¹⁹ M. Juchniewicz, op. cit., p. 20 ; J. Andrzejewski, op. cit., p. 46–47 ; J. Zamojski, op. cit., p. 442–443 ; M. Zgórnjak, op. cit., p. 470.

pour des raisons idéologiques). Au fur et à mesure que l'occupation allemande des territoires polonais devenait de plus en plus dure pour tous les Polonais et particulièrement le sort de la population juive polonaise de plus en plus pénible, les communistes polonais en France devenaient plongés de plus en plus dans l'apathie et dans la résignation. Toutefois, ils se forçaient d'accepter la « raison d'État » de l'Union Soviétique, en attendant le moment inévitable de la confrontation entre les deux puissances, communiste et fasciste.

En 1942, la direction du PCF a décidé de créer sur la base de l'Organisation spéciale de Combat et des Bataillons de la Jeunesse une nouvelle organisation centralisée de la résistance armée communiste – les Franc-Tireurs et Partisans français (FTP-F) et sa branche composée des immigrés – FTP-MOI. Le commandement suprême des FTP-F fut confié à Charles Tillon²⁰. À la tête de toute l'organisation des FTP-MOI fut placé l'Italien Ilio Barontini, puis dès l'été 1943 le Croate Ljubomir Ilic²¹ (qui serait en 1944 le seul étranger en grade de général des Forces françaises de l'Intérieur – FFI, l'organisation militaire de toute la Résistance française FFI). Bien que les FTP-MOI aient été subordonnés sur le plan politique aux idées communistes leurs rangs étaient rejoints aussi par des non-communistes, notamment des membres de la Confédération générale du Travail d'avant-guerre.

Des unités polonaises, créées encore en 1941 dans le Nord et dans le Pas-de-Calais, se sont mises en actions de diversion et de sabotage, notamment contre les objets de l'infrastructure ferroviaire. Entre 1942 et 1943, des unités de combats polonais des FTP-MOI ont apparu au Sud de la France²². Le mot d'ordre de l'action immédiate, sans tenir compte du danger des représailles allemandes attirait de nombreux immigrés polonais, désireux de venger l'occupation de leur deux pays, de la Pologne et de la France. Le déclenchement de l'activité des unités polonaises coïncida avec le début des déportations des immigrés polonais pour des travaux en Allemagne²³. Néanmoins, les cadres des FTP-MOI subissaient de nombreuses arrestations. Par exemple, dans le Nord entre 1942 et 1943, les effectifs sont tombés de moitié²⁴. L'autre raison de cet état de fait était le passage clandestin d'un certain nombre de responsables communistes polonais de France aux territoires polonais occupés par les Allemands. Ceux-ci furent chargés de renforcer les cadres du Parti ouvrier polonais (*Polska Partia Robotnicza*) et sa branche militaire, la Garde populaire (*Gwardia Ludowa*), en voie de constitution à l'époque²⁵. Il y avait même des périodes pendant lesquelles les postes dans des « trios » régionaux de la MOI furent vidés, y compris dans les « régions » du Nord et du Pas-de-Calais. Ces problèmes ont été surmontés au cours de la seconde moitié de 1943, quand les unités polonaises des FTP-MOI ont aussi vu leur autonomie élargie par la suppression de leur surveillance par un commandant

²⁰ S. Courtois, D. Peschanski, A. Rayski, op. cit., p. 144–145.

²¹ M. Juchniewicz, op. cit., p. 21.

²² G. Laroche, op. cit., p. 170–176 ; M. Zgórnjak, op. cit., p. 470.

²³ J. Andrzejewski, op. cit., p. 49.

²⁴ J. Zamojski, op. cit., p. 445.

²⁵ J. Andrzejewski, op. cit., p. 48.

français des FTPF²⁶. Des unités polonaises, au Nord et à l'Est de la France, étaient chargées par la direction des FTPF de l'action parmi les prisonniers de guerre soviétiques amenés en France pour des travaux dans les mines ou dans les villages. Grâce à la connaissance de la langue russe et d'autre part de celle française, les Polonais facilitèrent des évasions et aidèrent aux ressortissants soviétiques libérés de nouer des contacts avec les FTPF et le PCF²⁷.

Au début de 1944, l'effectif total des « groupes de langue » polonais de la MOI compta environ 1 370 membres. Au lendemain de la Libération (en septembre), le chiffre passa à environ 2 500, selon des rapports de la direction de la section polonaise²⁸.

Parfois des Polonais ont commandé des détachements plurinationaux. C'était le cas de la 35^e Brigade des FTP-MOI, opérant dans le Sud-Ouest et commandée respectivement Jan Gerhard et Marcel Langer. Elle était composée des Italiens, Polonais, Espagnols, Allemands, Juifs étrangers et même des Français²⁹. Mais plus fréquemment, des Polonais participèrent à des détachements français des FTPF ou ceux dominés par une autre nationalité étrangère. Le plus retentissant était le cas du groupe FTP-MOI dirigé par l'Arménien Missak Manouchian. Ce détachement plurinational, relevant de l'Organisation spéciale du Combat, opéra dans la région parisienne jusqu'à l'arrestation et l'assassinat de ses 23 membres à la suite du verdict du Cour martial allemand de Paris du mois de février 1944. Parmi eux, se trouvèrent six Polonais et un apatride d'origine polonaise, dont six Juifs et trois anciens des BI³⁰.

L'entrée des communistes au sein du Conseil National de la Résistance (CNR) en 1943 contribua au changement de leur tactique et leur langage. Cette évolution toucha aussi les communistes polonais en France. Au Sud de la France, on a créé l'organisation politique clandestine, l'Organisation d'Aide à la Patrie (*Organizacja Pomocy Ojczyźnie*), puis étendue au Nord. Les femmes furent réunies au sein de l'Union de Femmes polonaises « Maria Konopnicka » (*Związek Kobiet Polskich im. Marii Konopnickiej*), tandis que la jeunesse alimenta l'Union de la Jeunesse polonaise « Grunwald » (*Związek Młodzieży Polskiej „Grunwald”*). Ces trois associations ont ensuite entrées au sein du Comité polonais de Libération nationale en France (*Polski Komitet Wyzwolenia Narodowego we Francji*, PKWN), créé au mois d'avril 1944 dans le Pas-de-Calais en tant que la représentation politique des immigrés polonais de gauche ne reconnaissant pas le gouvernement polonais de Londres. Des comités locaux ont été aussi créés. Les dénominations « patriotiques » de toutes ces organisations montraient clairement que les communistes sont déjà entrés dans le temps des « fronts nationaux », en rejetant leurs « sectarisme » préalable – ce qui était commun à l'époque pour tout le camp communiste européen. À l'été 1943, le nouveau mot d'ordre a apparu dans la presse clandestine polonaise d'obédience communiste : « La

²⁶ J. Zamojski, op. cit., p. 450.

²⁷ Ibidem, p. 445 ; G. Laroche, op. cit., p. 172.

²⁸ K. Maj, op. cit., p. 143.

²⁹ M.-C. Blanc-Chaléard, *Histoire de l'immigration*, La Découverte, Paris 2001, p. 49 ; M. Juchniewicz, op. cit., p. 24.

³⁰ G. Laroche, op. cit., p. 34, 44–46.

bataille pour la France est aussi la bataille pour la Pologne »³¹. L'importance de la structure politique de la MOI a ainsi diminuée, l'organisme devenant le lieu de coordination de divers comités nationaux. Bientôt, la MOI allait mettre en place le Comité d'Action et de Défense des Immigrés (CADI) qui représenterait tous les mouvements de la Résistance des immigrés de gauche au sein du CNR. Le CADI s'est dit représenter tous les immigrés désirant demeurer en France et combattre pour sa cause, ce qui constituait par dessus tout l'allusion à la POWN et son attitude polonocentriste³².

Dès que la gauche communiste et communiste polonaise avait pris le pouvoir sur les territoires polonais libérés par l'Armée rouge, en créant un comité quasi-gouvernemental nommé le PKWN avec le siège à Lublin, ce qui eut lieu en juillet 1944, le PKWN en France a reconnu son autorité suprême³³. Même si les organisations faisant partie du PKWN en France n'étaient pas très nombreuses, leur poids de propagande en était important, notamment grâce au soutien dont elles jouissaient de la part du PCF. Du même, c'étaient les unités polonaises des FTP-MOI, et non pas la POWN, qui jouissaient de la faveur des maquis français. Le Comité faisait parti du CADI et ainsi du CNR, à côté des organisations communistes des immigrés italiens, espagnols, tchécoslovaques, russes, ukrainiens, hongrois, arméniens, roumains et juifs (ceux réunis indépendamment de leur nationalité juridique dans le Comité d'Unité et de Défense juive)³⁴. Le PKWN, contrairement aux structures de la POWN ou du CKW, entra au sein des Comités départementaux de Libération, représentant la branche civile de la Résistance française.

En général, les Polonais au Nord restaient fidèle dans leur majorité aux autorités de Londres et s'approchaient plutôt à la ligne de la POWN. Au Sud de la France, les influences londoniennes étaient aussi dominantes, même si les communistes étaient relativement forts parmi les ouvriers de l'ancienne immigration. En revanche, l'orientation communiste fort dominait à Paris et dans toute l'ancienne circonscription consulaire parisienne, notamment grâce aux appels au combat immédiat³⁵. L'action des communistes polonais à Paris fut animée par Mieczysław Bibrowski qui, depuis 1943, coordonna l'activité de l'intelligentsia de gauche et de la presse clandestine communiste³⁶. Les communistes polonais ont publié leur journal « Niepodległość » (L'Indépendance).

³¹ S. Courtois, D. Peschanski, A. Rayski, op. cit., p. 311.

³² Ibidem, p. 402–403.

³³ Déclaration du PKWN en France à l'occasion de la création du PKWN en Pologne, [Nord de la France], le 30 juillet 1944 [dans :] *Grupy polskie Francuskiej Partii Komunistycznej podczas okupacji hitlerowskiej. Materiały programowe, VIII 1941–VIII 1944*, réd. K. Maj, « Archiwum Ruchu Robotniczego » 1973, t. 1^{er}, p. 336–338.

³⁴ Voir : Appel du CADI aux immigrés en France du mois d'août 1944 [dans :] J. Ponty, *L'Immigration dans les textes, France, 1789–2002*, Belin, Paris 2003, p. 282.

³⁵ BPP, vers. 4042, Instruction du ministère de la Défense nationale sur le service de la protection et de la propagande en France, Londres, le 24 septembre 1944, p. 8 ; R. Buczek, *Udział Polskiej Organizacji Walki o Niepodległość (POWN) we francuskim ruchu oporu w latach 1941–1945*, « Zeszyty Historyczne » (Paris) 1976, n° 38, p. 68.

³⁶ K. Grünberg, *Od kłeski wrzeźniowej i czerwcowej do wspólnego zwycięstwa, 1939–1945* [dans:] *Polska – Francja. Dziesięć wieków związków politycznych, kulturalnych i gospodarczych*, dir. A. Tomczak, Książka i Wiedza, Warszawa 1983, p. 489.

Au tournant des années 1943 et 1944, les communistes français ont changé leur stratégie, en se dirigeant vers l'action militaire au sein des maquis et en dépassant les actions de sabotage et de diversion dominantes jusqu'à ce moment-là. Comme tout l'organisation des FTPF, les Polonais des FTP-MOI devinrent dès le début de 1944 membres des FFI. Suivant la disposition générale du PCF, la section polonaise de la MOI appela en février 1944 à la création de la Milice patriotique polonaise (MPP) dans des usines, dans des mines et dans des colonies polonaises³⁷.

Après le débarquement des alliés en Normandie, les unités polonaises des FTP-MOI se sont mises en combat contre les Allemands. Le jour suivant, le PKWN a appelé à la mobilisation générale dans les rangs de la MPP et aux grèves des mineurs dans le Bassin du Nord et du Pas-de-Calais³⁸. Plusieurs unités indépendantes polonaises des FTP-MOI participèrent aux combats ouverts, notamment les suivantes : le détachement du capitaine des FFI Roman Piotrowski « Maurice » dans le Tarn (dans le bassin de Carmaux) ; l'unité « Adam Mickiewicz » à Montceau-les-Mines ; l'unité « Tadeusz Kościuszko » et le bataillon « Étienne » commandé par le capitaine S. Godlewski dans le région de Saint-Étienne ; le bataillon « Henryk Dąbrowski » près de Lyon ; le bataillon polono-soviétique « Stalingrad » dirigé par Bolesław Maślankiewicz (avec l'apport des prisonniers de guerre soviétiques évadés)³⁹. La compagnie « Stanisław Kubacki »⁴⁰ participa au soulèvement de Paris. En ce qui concerne le Nord de la France, de grands résultats furent atteints par la mobilisation de la MPP qui participèrent ensuite à la libération de Lille et de Valenciennes. Au total, on a créé six régiments de la MPP comptant à peu près 9 000 membres. Les unités polonaises ont été rejointes par des déserteurs polonais de la Wehrmacht et de l'organisation Todt, souvent par des groupes entiers. Au fur et à mesure que les Alliés avançaient, les responsables communistes polonais déclenchaient des grèves dans le Bassin du Nord et du Pas-de-Calais, qui furent protégées par la MPP.

Cependant, une partie importante des maquisards communistes polonais des FFI combattirent au sein des unités françaises des FTPF. Dans la zone frontalière, environ 500 Polonais firent partie des FTPF et d'autres unités des FFI. D'autres 1 500 personnes rejoignirent la MPP. Il faut avouer que les Ukrainiens de nationalité polonaise, tout comme la majorité des Juifs polonais, préférèrent appartenir aux unités françaises des FTPF qu'aux détachements polonais des FTP-MOI⁴¹.

³⁷ Circulaire de la direction du groupe de langue polonais de la MOI portant la création de la Milice patriotique polonaise, [Sud de la France], février 1944 [dans :] *Grupy polskie Francuskiej Partii Komunistycznej...*, p. 318–319.

³⁸ Appel du PKWN à la mobilisation des immigrés polonais au combat commun avec les Français contre l'ennemi allemand, [s.l.], juin 1944 [dans :] *Grupy polskie Francuskiej Partii Komunistycznej...*, p. 333.

³⁹ M. Zgórnjak, op. cit., p. 471–473 ; J. Zamojski, op. cit., p. 454 ; E. Gogolewski, op. cit., p. 136–137. Voir aussi : L. Petit [L. Gronowski], *Le Problème des immigrés dans la France libérée*, CADI, [Paris 1945], p. 30–31.

⁴⁰ Stanisław Kubacki était immigré polonais vivant en France, ouvrier mouleur de profession, ancien des BI en Espagne, puis militant de la MOI dans la région parisienne, membre du groupe de Manouchian, assassiné par les Allemands à la suite du procès de ce groupe en 1944. G. Laroche, op. cit., p. 75–76 ; S. Ajzner, *Madryt – Saragossa*, Książka i Wiedza, Warszawa 1961, p. 236.

⁴¹ J. Zamojski, op. cit., p. 131.

Au sommet des combats libérateurs contre l'occupant, en été 1944, environ 41 000 Polonais y participèrent, avec une arme aux mains. Au moins 15 000 d'entre eux faisaient partie des unités des FTP-MOI et 10 000 de la Milice patriotique polonaise, tandis qu'environ 16 000 dans les rangs des compagnies relevant de la POWN. Quelque 9 000 ressortissants polonais appartinrent aux unités françaises de combat. Au total, environ 50 000 Polonais combattirent en été de l'année 1944 contre les Allemands sur le sol français, dont quelque 5 000 y trouvèrent leur mort⁴².

En général, les chercheurs sont d'accord que la Seconde Guerre mondiale contribua au rapprochement entre les Polonais en France et les Français. Néanmoins, on peut trouver des voix contraires. Il semble que l'activité clandestine au sein d'une résistance communiste donna en général plus d'occasions aux immigrés polonais des contacts courants avec les Français, même s'il n'est pas insignifiant qu'il s'agissait par dessus tout des contacts entre les gens partageant un socle d'idées radicales communes. Néanmoins, on ne peut pas suivre la narration classique communiste selon laquelle seulement les organisations communistes ou communistes réalisaient la tâche de réunir les étrangers et les nationaux dans la lutte contre l'ennemi commun. D'autant plus que la participation des immigrés polonais dans une telle ou telle organisation de la Résistance était souvent la question occasionnelle, sans aucun motif politique ni idéologique. C'était notamment le cas des Polonais résidant hors des colonies principales du Nord et du Pas-de-Calais.

Indépendamment de leurs opinions politiques, il faut constater que les immigrés polonais en France, dans leur ensemble, sont sortis de la période des hostilités avec les complexes envers la société française bien réduits. À la fois, leur intégration à la société française avançait par rapport à l'entre-deux-guerres et ce processus a été même accéléré par les faits de la guerre, de l'occupation et de la Résistance de certains d'entre eux – tous ces faits ayant été communément vécus. En effet, c'était le sort commun qui a rapproché les immigrés polonais de la société française au cours des années des hostilités.

⁴² M. Zgórnjak, op. cit., p. 473 ; Mémorandum du PKWN en France au PKWN en Pologne sur l'émigration polonaise en France et son potentiel militaire, Paris, décembre 1944 [dans:] *Dokumenty do dziejów polskich demokratycznych formacji wojskowych we Francji, 1941–1945*, réd. W. Romanowski, M. Wrzosek, «Polska Ludowa. Materiały i Studia » 1966, t. 5, p. 198 ; E. Gogolewski, op. cit., p. 138 ; M. Juchniewicz, op. cit., p. 51–52. D'après le PKWN, lui-même, plus de 20 000 Polonais issus des FTPF ou de la MPP ont combattu dans les rangs des FFI, dont 9 000 originaires de la communauté polonaise du Nord et du Pas-de-Calais : « Comité polonais de Libération nationale en France. Service de documentation », 1944, n° 1^{er} du mois d'octobre, p. 2.

BIBLIOGRAPHIE

Sources

Bibliothèque polonaise de Paris (BPP) :

Fonds Aleksander Kawałkowski, Mission militaire polonaise de Liquidation en France (documents non classés).

Bibliothèque de Documentation Internationale Contemporaine à Nanterre (BDIC) :

O pièce 26364 : *La Pologne en lutte 1939–1945–1949*, [brochure], Paris, Comité d'entente de l'Association des Polonais libres, 1949, 63 p.

The Polish Institute and *Sikorski* Museum à Londres (PISM) :

Série A.XI.E : Ministère des Affaires étrangères.

Publications

Ajzner S., *Madryt – Saragossa*, Książka i Wiedza, Warszawa 1961.

Andrzejewski J., *Z działalności komunistów polskich we Francji : przyczynek do dziejów PPR we Francji*, « Nowe Drogi » 1962, n° 2.

Blanc-Chaléard M.-C., *Histoire de l'immigration*, La Découverte, Paris 2001.

Buczek R., *Udział Polskiej Organizacji Walki o Niepodległość (POWN) we francuskim ruchu oporu w latach 1941–1945*, « Zeszyty Historyczne » (Paris) 1976, n° 38.

Chodakiewicz M.J., *Zagrabiona pamięć: Wojna w Hiszpanii, 1936–1939*, Fronda, Warszawa 1997.

« Comité polonais de Libération nationale en France. Service de documentation » 1944, n° 1^{er} du mois d'octobre.

Courtois S., Peschanski D., Rayski A., *Le Sang de l'étranger. Les immigrés de la MOI dans la Résistance*, Fayard, Paris 1989.

Dokumenty do dziejów polskich demokratycznych formacji wojskowych we Francji, 1941–1945, réd. W. Romanowski, M. Wrzosek, « Polska Ludowa. Materiały i Studia » 1966, t. 5.

Gogolewski E., *La Pologne et les Polonais dans la tourmente de la Deuxième Guerre mondiale*, PU du Septentrion, Villeneuve d'Ascq 1996.

Gronowski L., *Polacy we francuskim ruchu oporu*, Prasa Wojskowa, Warszawa 1950.

[Gronowski L.] Petit L., *Le Problème des immigrés dans la France libérée*, CADI, [Paris 1945].

Grünberg K., *Od klęski wrześniowej i czerwcowej do wspólnego zwycięstwa, 1939–1945*, [dans :] *Polska – Francja. Dziesięć wieków związków politycznych, kulturalnych i gospodarczych*, dir. A. Tomczak, Książka i Wiedza, Warszawa, 1983.

Grupy polskie Francuskiej Partii Komunistycznej podczas okupacji hitlerowskiej. Materiały programowe, VIII 1941–VIII 1944, réd. K. Maj, « Archiwum Ruchu Robotniczego » 1973, t. 1^{er}.

Gruszyński J., *Integracja emigracji polskiej ze społeczeństwem francuskim w latach 1919–1975*, [dans :] *Stan i potrzeby badań nad zbiorowościami polonijnymi*, dir. H. Ku-

- biak, A. Pilch, *Actes du colloque de Kraków, les 30 août–5 septembre 1975*, Ossolineum–PAN, Wrocław–Warszawa–Kraków–Gdańsk 1976.
- Juchniewicz M., *Polacy w europejskim ruchu oporu, 1939–1945*, Interpress, Warszawa 1972.
- Laroche G., *On les nommait des étrangers. Les immigrés dans la Résistance*, Éditeurs français réunis, Paris 1965.
- Maj K., *Polscy komuniści we Francji, 1919–1946*, Książka i Wiedza, Warszawa 1971.
- Markiewicz W., *Przeobrażenia świadomości narodowej reemigrantów polskich z Francji*, Wydawnictwo Poznańskie, Poznań 1960.
- Ponty J., *L'Immigration dans les textes, France, 1789–2002*, Belin, Paris 2003.
- Zamojski J.E., *La Participation des Polonais à la Résistance dans le Pas-de-Calais et le Nord, 1940–1944*, [dans :] *La Libération du Nord et du Pas-de-Calais, 1944–1947 : La communauté polonaise [du nord de la France] et la seconde guerre mondiale*, Actes du colloque de Lille les 2 et 3 novembre 1974, « Revue du Nord » 1975, juillet–septembre vol. 57, n° 226.
- Zgórniak M., *La Résistance polonaise en France sous l'occupation hitlérienne, 1940–1944* [dans :] *La Libération du Nord et du Pas-de-Calais, 1944–1947 : La communauté polonaise [du nord de la France] et la seconde guerre mondiale*, Actes du colloque de Lille les 2 et 3 novembre 1974, «Revue du Nord » 1975, juillet–septembre, vol. 57, n° 226, p. 461–474.

